



Conseil économique et social

Distr. générale
6 mai 2010
Français
Original : anglais

Session de fond de 2010

New York, 28 juin – 22 juillet 2010

Point 2(c) de l'ordre du jour provisoire*

**Débat de haut niveau : examen ministériel annuel :
mise en œuvre des objectifs arrêtés et des engagements
pris sur le plan international en matière d'égalité
entre les sexes et d'autonomisation des femmes**

Déclaration présentée par Friends of Africa International, une organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/2010/100.



Déclaration

Tenir nos promesses pour les générations futures : réaliser l'égalité entre les sexes dans le contexte d'une crise économique mondiale

La récession mondiale a réduit de manière drastique la capacité des gouvernements, des institutions internationales, des entreprises et des organisations non gouvernementales à protéger les droits de l'homme et à réaliser les objectifs pour le développement. Face à la réduction de l'aide étrangère, les spécialistes du développement craignent que des objectifs tels que l'objectif du Millénaire pour le développement lié à l'égalité entre les sexes ne soit pas réalisé dans les délais impartis. Malheureusement, la réponse commune à ce problème est que le temps, les ressources ou la volonté politique sont tout simplement insuffisants pour faire face au problème d'égalité entre les sexes compte tenu des circonstances actuelles.

L'égalité entre les sexes ne doit pas être un luxe qui n'existe que durant les périodes économiques favorables. C'est une mesure de protection contre les menaces pour les droits de l'homme dans un monde volatil et incertain.

Les femmes africaines sont devenues des agents visibles dans les initiatives de développement et ont renforcé leur participation dans les activités centrées sur les droits de l'homme, entre autres. Tandis que le débat sur les conflits est encore dominé par les hommes, les conséquences des conflits affectent les femmes de manière disproportionnée indépendamment de leur situation économique et sociale.

Si nous ne nous engageons pas en faveur de la réalisation de l'égalité entre les sexes, les générations futures vont souffrir des conséquences de notre incapacité à leur offrir un monde plus adapté. Une génération de jeunes filles va être obligée de quitter l'école pour travailler ou prendre soin de sa famille. Le nombre de jeunes femmes qui vont être contraintes de vivre une vie caractérisée par le conflit et la violence, n'ayant que peu d'alternatives, va augmenter.

Compte tenu des spécialistes du développement qui se sont engagés en faveur des droits de l'homme et de la justice sociale, nous ne pouvons pas rester sans réagir. Cela ne doit pas arriver, en particulier si nous axons nos efforts sur les domaines où ils auront le plus d'impact. Sur la base de mes expériences avec ma propre organisation, Friends of Africa International, je pense que nous pouvons placer de grands espoirs dans la jeunesse africaine.

L'organisation s'est fixée pour mission est d'améliorer les droits de l'homme et de reconstruire les institutions qui ont échoué partout en Afrique. Notre travail vise à offrir aux jeunes, et en particulier aux jeunes femmes africaines, l'éducation et la formation nécessaires pour protéger les droits fondamentaux et la démocratie dans leurs communautés. Nous avons observé la capacité des jeunes à influencer positivement leur avenir. Les jeunes d'Afrique sont les garants de la réussite à long terme dans la réalisation des objectifs pour le développement, y compris l'égalité entre les sexes.

Les jeunes femmes seront davantage sur un pied d'égalité avec les jeunes hommes si elles bénéficient des mêmes possibilités en matière d'éducation et d'emploi. Si l'on veille à ce qu'elles participent dans la même mesure que les hommes aux sphères sociale et politique en leur permettant d'accéder aux élections

et de participer aux processus électoraux, on pourra être certain que les institutions deviendront plus représentatives des femmes à l'avenir. L'intégration des femmes dans le processus décisionnel à tous les niveaux est un élément essentiel pour réaliser non seulement le mandat de la résolution 1325(2000) du Conseil de sécurité, mais aussi l'Objectif 3 des objectifs du Millénaire pour le développement.

L'actuelle crise économique n'est pas une excuse pour ne pas agir, ni un obstacle insurmontable ou une raison d'abandonner les promesses passées. Le fait de montrer aux jeunes filles que nous tenons à défendre leur droit d'être traitées comme égales leur procurera l'assurance nécessaire en tant qu'égaux des hommes et le courage de défendre cette égalité à l'avenir. Notre volonté de renforcer leur autonomie aujourd'hui est un investissement avec des avantages à long terme inestimables pour l'avenir de l'égalité entre les sexes et de l'ensemble des droits fondamentaux.
